



ART PUBLIC

Les promoteurs à la rescousse

La Ville fait appel au privé pour financer ses grandes opérations artistiques. Une mode qui inquiète certains élus.

Rennes n'a pas les moyens d'assumer ses ambitions en termes d'art contemporain. Pour compenser, elle fait de plus en plus appel au bon cœur des entreprises.

C'est le cas pour son projet de nichoirs artistiques, qui sera livré à l'automne 2018. Une ambitieuse installation d'œuvres dans l'espace public. Chaque nichoir sera financé par un promoteur local (Lamotte, Bâti armor...). Les huit installations ont été conçues par des architectes de renommée mondiale. Elles baliseront un parcours de 8 km allant des Gayeulles à La Courrouze en passant par le Mail François-Mitterrand ou le jardin de la Confluence. De véritables abris à oiseaux design conçus en partenariat avec la Ligue de protection des oiseaux. Ils seront signés du Japonais Kengo Kuma (qui a dessiné le stade de Tôkyô pour les Jeux olympiques de 2020), le Britannique Duncan Lewis (technopôle Saint-Malo) ou encore le Français Dominique Perrault (hippodrome de Longchamp).

En période de vaches maigres, l'art se passe de plus en plus de subventions

municipales. Pour la grande œuvre que Xavier Veilhan déploiera sur les Horizons, symbole de Rennes, la copropriété a dû se tourner vers la Fondation de France. La stratégie du mécénat fait aussi partie de la feuille de route de l'Orchestre symphonique de Bretagne avec son réseau d'entreprises Symphonia. De leur côté, Rennes et Rennes métropole ont lancé en 2017 le fonds de dotation pour l'art public, Puzzle. Un outil juridique qui leur permet de lever des fonds dans le privé pour financer leurs opérations d'art les plus lourdes. « Innovation », pour la métropole. « Sébile nouveau modèle », taclent ses détracteurs.

L'avantage pour le contribuable est bien sûr de profiter d'œuvres que la Métropole ou les musées ne pourraient s'offrir. Mais d'autres crient à la confusion des genres. A force de substituer le mécénat au public dans la gestion de la cité, ne risque-t-on pas de faire douter de la nécessité d'un engagement de la ville en faveur des arts ? C'est ce qui inquiète la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC), qui dénonce depuis longtemps le recours grandissant aux financements privés. ●